

pour mettre en activité les nombreuses parcelles du capital national qu'elles avaient recueillies et qu'elles pouvaient encore réunir en maintenant leurs correspondances par des combinaisons sagement calculées. Mais la panique était trop grande et l'intérêt personnel qui ne peut être que le seul guide des banquiers, les força de s'arrêter. Les recouvrements devinrent un instant si difficiles que la lettre de change, cette valeur particulière de circulation, en fut discréditée, et la transmission des capitaux devint impossible.

Par l'enseignement de l'expérience qui a mis trop souvent en évidence l'impuissance du crédit privé, notre histoire financière nous a démontré la nécessité d'une agence générale de crédit, c'est ce besoin qui a fait créer la Banque de France.

A côté des avantages de la centralisation des voies de circulation du capital national, il est vrai qu'il se présente de graves inconvénients. *Le plus grand des dangers que l'on ait à redouter, c'est de voir les intérêts d'une banque générale se lier trop étroitement aux intérêts des finances de l'État.* Les embarras deviennent communs et réagissent de part et d'autre ; l'abus du papier-monnaie reste alors comme une menace incessamment suspendue sur le pays.

La création des Banques départementales aurait pu remédier aux inconvénients de la centralisation du crédit, mais leur action indépendante les unes des autres rompait l'unité des valeurs représentatives, et en rendait ainsi l'usage moins facile. C'était poser des barrières à la circulation financière et grever la monnaie de banque d'une dépréciation basée sur le parcours qui, par suite, lui donnait une échéance comme à la simple lettre de change, avec le danger de plus d'une valeur payable au porteur.

Si l'histoire de Février nous démontre, d'un côté, le danger d'un établissement unique de crédit sur lequel repose tout le mouvement commercial, parce que cet établissement devient solidaire des institutions politiques et peut voir son existence menacée par tout événement qui pourrait atteindre les ressources de l'État, elle nous a révélé aussi l'inconvénient des privilèges particuliers pour l'émission du papier monétaire. Mais cette histoire nous prouve les avantages de la centralisation sagement combinée avec des intermédiaires dont l'organisation tient tout à la